

DÉPARTEMENT  
**DU NORD**

ARRONDISSEMENT  
**DE DUNKERQUE**

COMMUNE  
**DE MERVILLE**

DATE DE CONVOCATION  
13 Septembre 2024

Nombre de Conseillers

En exercice 29

Présents 20

Votants 29

2024D104

**OBJET :**

**12. PROPRIÉTÉS  
COMMUNALES.  
PROJET DE CESSON  
DE TERRAINS  
DOMAINE DE LA  
PRAIRIE. ADOPTION  
DE PRINCIPE.**

**EXTRAIT DU PROCÈS VERBAL DES  
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Envoyé en préfecture le 30/09/2024

Reçu en préfecture le 30/09/2024

Publié le

ID : 058-215804004-20240913-20240913-DE



L'an deux mil-vingt-quatre, le dix-neuf SEPTEMBRE

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Joël DUYCK, Maire

**Etaient présents :** M. DUYCK Joël, Maire-Président – Mme BOULENGUER-PLÉ Sandra – Mme BEURAERT Martine – M. MORVAN Hervé – Mme BOULENGER Delphine – M. SERE Soarey Idriss – M. LAPIERRE Julien – Mme BLANQUART Marine – M. DECREUS Christophe – Mme MARMINION-OBERT Nadine – M. DELFLY Jean-Louis – Mme CAPPELLE Christiane – Mme LORPHELIN Martine – Mme PETITPRET Sabine – M. TIMLELT Frédéric – Mme FLAMENT Laëtitia – Mme PENIN-CŒUR Thérèse – M. CITERNE Joël – M. DELVOYE Philippe – Mme CLINKEMAILLIE Colette Conseillers Municipaux.

Formant la majorité des membres en exercice.

**ABSENTS EXCUSÉS :**

Mme BILLIAU Marie-Françoise, **procuration** à M. SERE Soarey Idriss  
M. MOUILLE Julien, **procuration** à M. LAPIERRE Julien  
Mme QUIQUE Corinne, **procuration** à Mme BEURAERT Martine  
M. VERMEESCH Olivier, **procuration** à Mme LORPHELIN Martine  
M. ROBBE Jean-Pierre, **procuration** à M. CITERNE Joël  
M. BEZILLE Marc, **procuration** à Mme PENIN-CŒUR Thérèse  
M. LORIDAN Bernard, **procuration** à Mme PETITPRET Sabine  
M. TREDEZ Alain, **procuration** à Mme FLAMENT Laëtitia  
Mme BOULENGUER Peggy, **procuration** à Mme BOULENGUER-PLÉ Sandra

**DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE :**

Mme BOULENGUER – PLÉ Sandra a été élue Secrétaire de séance.

Par délibérations du 16 juin 2022, la commune a fait l'acquisition de deux parcelles de terrains situées au Domaine de la Prairie rue Ferdinand Capelle afin de réaliser une zone commerciale.

Il s'agit des parcelles cadastrées section ZE n°1384 d'une superficie de 4 036 m<sup>2</sup> et section ZE n° 1396 d'une superficie de 2 179 m<sup>2</sup>, au prix de 13,50 € / m<sup>2</sup> (plan annexé à la note de synthèse).

Le projet de zone commerciale n'étant plus d'actualité, il est proposé au conseil municipal de procéder à la cession de ces terrains car aucun projet sur ceux-ci n'y est affecté.

Conformément à l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, « toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à une délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles »,

Le conseil municipal doit délibérer à deux reprises : la première pour décider de consulter le service des Domaines et adopter le principe de cession, la seconde pour la vendre.

À ce titre, le conseil municipal invité à la majorité des votes exprimés (21 pour, 7 contre: listes « Merville en Grand », « Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale », et 1 abstention : Marine BLANQUART) :

- adopte le principe de cession des parcelles de terrains cadastrées section ZE n°1384 d'une superficie de 4 036 m<sup>2</sup> et section ZE n° 1396 d'une superficie de 2 179 m<sup>2</sup>,
- autorise la consultation des services fiscaux de l'Etat pour la réalisation de l'évaluation domaniale,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes relatifs à cette décision.

Fait et délibéré en séance à MERVILLE, les jours, mois et an susdits.

Ont signé les membres présents.

POUR EXTRAIT CONFORME

**Le Maire**  
Joël DUYCK

**La Secrétaire de Séance**  
Sandra BOULENGUER – PLÉ

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.